

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/GC/M/5

17 août 1995

(95-2427)

CONSEIL GENERAL
11 juillet 1995

COMPTE RENDU DE LA REUNION

tenue au Centre William Rappard
le 11 juillet 1995

Président: M. K. Kesavapany (Singapour)

<u>Sommaire:</u>	<u>Page</u>
1. Chine - Demande de statut d'observateur (WT/L/72)	2
2. Accession	3
a) Demande d'accession présentée par les Seychelles	3
b) Demande d'accession présentée par Vanuatu	4
3. Procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents de l'OMC	5
4. Relations entre l'OMC et le FMI et la Banque mondiale	6
5. Lignes directrices pour les arrangements concernant les relations avec les organisations non gouvernementales conformément à l'article V:2 de l'Accord sur l'OMC	8
6. Statut des pays les moins avancés dont les listes concernant les marchandises et les services ont été approuvées par le Conseil général (WT/L/70) et des autres participants non votants visés par la Décision du Conseil général reproduite dans le document WT/L/27	8
7. Décision sur l'achèvement des négociations sur les listes concernant les marchandises et les services (WT/L/30)	9
8. Japon - Etats-Unis: questions concernant les automobiles et pièces d'automobiles	9
9. Comité du budget, des finances et de l'administration	11
- Recommandations du Comité	11
10. Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements	12
a) Consultation avec l'Afrique du Sud	12
b) Consultation simplifiée avec l'Egypte	12
c) Consultations avec la Hongrie et la Slovaquie	13
- Déclaration du Président	13

	<u>Page</u>
11. Mandat des groupes de travail des accords notifiés au titre de l'article XXIV du GATT de 1947	14
12. Négociations sur les services financiers	14
13. Accession de l'Equateur	15
14. Etats-Unis - Projet de loi visant à renforcer l'embargo commercial, économique et financier imposé à Cuba	16
15. Etats-Unis - Ouverture d'une enquête concernant le marché japonais des pellicules photographiques au titre de l'article 301 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur	17
16. Accord de libre-échange entre la Hongrie et la Slovénie	17
17. Groupe de travail de l'accession de l'ex-République yougoslave de Macédoine - Président	17 17
18. Statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales	18
1. <u>Chine - Demande de statut d'observateur</u> (WT/L/72)	

Le Président a appelé l'attention sur la communication dans laquelle la Chine demandait le statut d'observateur auprès du Conseil général et de ses organes subsidiaires (WT/L/72). Conformément aux procédures approuvées par le Conseil général concernant les demandes de statut d'observateur émanant des gouvernements, ces demandes devaient être accompagnées d'une description des politiques économiques et commerciales en vigueur, ainsi que de toute réforme future de ces politiques qui était envisagée. Toutefois, comme les Membres le savaient, la Chine était en train de négocier la reprise de son statut de partie contractante au GATT et avait fourni les renseignements requis dans ce contexte. Le Président proposait donc d'accéder à sa demande.

Le Conseil général en est ainsi convenu.

Les représentants de la Malaisie au nom des pays de l'ANASE, du Pakistan, de la Hongrie, de la Norvège, de la Tunisie et de la Roumanie ont accueilli avec satisfaction la demande présentée par la Chine. Les représentants du Pakistan et de la Colombie au nom des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC) ont dit que la demande de la Chine dénotait sa volonté politique de participer pleinement au système commercial multilatéral et au processus de libéralisation des échanges auquel tous les Membres étaient attachés.

Les représentants de la Malaisie au nom des pays de l'ANASE, du Pakistan, de l'Inde, de l'Argentine, des Communautés européennes, de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie, de l'Uruguay, de la Colombie au nom du GRULAC, de l'Egypte, de la Jamaïque, du Brésil, du Chili, de la Suisse, du Mexique, d'Israël, du Canada, du Nigéria, du Japon, de la Corée, de la Hongrie, du Pérou, de la Norvège, de la Tunisie, de Hong Kong, de la Pologne, de la Côte d'Ivoire, de la République slovaque, de la Turquie, de la République tchèque, de Cuba, de la Roumanie, de Chypre et de l'Islande se sont dits heureux que la Chine participe aux réunions du Conseil général en tant qu'observateur, ce qui

lui permettrait de mieux se familiariser avec les activités de l'OMC et de se préparer à en devenir membre à part entière dans un avenir proche.

Le représentant de Hong Kong a dit que son gouvernement se réjouissait à la perspective de travailler avec la Chine pendant le temps où elle aurait le statut d'observateur.

Les représentants de l'Argentine, de l'Australie, du Brésil, du Canada, de la Corée, de la Norvège, de la Côte d'Ivoire et de la Roumanie ont souligné l'importance de la Chine, qui était un de leurs principaux partenaires commerciaux, et ils espéraient que les liens avec ce pays seraient renforcés lorsqu'il deviendrait Membre de l'OMC.

Les représentants du Pérou, de la Norvège, de Hong Kong, de Cuba et de l'Islande ont dit que l'accession de la Chine à l'OMC donnerait un caractère plus universel à l'organisation.

Le représentant de la Chine, prenant la parole en qualité d'observateur, a remercié le Conseil général d'avoir accordé le statut d'observateur à son gouvernement. La Chine était attachée au système commercial multilatéral et espérait que le processus d'accession serait achevé rapidement de manière qu'elle puisse devenir membre à part entière de l'OMC.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

2. Accession

a) Demande d'accession présentée par les Seychelles (WT/ACC/SYC/1)

Le Président a appelé l'attention sur la communication dans laquelle les Seychelles demandaient à accéder à l'OMC (WT/ACC/SYC/1) et a invité le représentant du gouvernement de ce pays à présenter la demande.

Le représentant des Seychelles a dit que, depuis le début de la décennie, les Seychelles étaient engagées dans un vaste programme de libéralisation économique et commerciale qui suivait de près les règles du système commercial multilatéral. Les mesures de transformation de l'économie qui étaient envisagées visaient essentiellement à réorganiser la stratégie en matière de développement, à libéraliser le commerce extérieur, à réduire le rôle de l'Etat dans la production et à ouvrir des possibilités au secteur privé afin d'accroître la compétitivité et d'intégrer l'économie seychelloise dans l'économie mondiale. Les réformes comprenaient notamment la refonte du tarif douanier, l'élimination des restrictions quantitatives, la réorganisation du régime fiscal, la libéralisation de la réglementation des changes, la mise en oeuvre d'une nouvelle législation régissant l'investissement afin d'attirer les investissements étrangers privés, ainsi que la mise à jour des lois relatives au commerce de façon à doter le pays de l'infrastructure lui permettant de devenir une place commerciale internationale dont les services seraient l'élément central. Les Seychelles étaient convaincues qu'elles ne pourraient pas améliorer leur compétitivité au plan international et relever le niveau de vie de leur population en se retranchant derrière des obstacles tarifaires et non tarifaires élevés. Il était clair que l'établissement de l'OMC avait accru la confiance des petites nations commerçantes dans le système commercial multilatéral. Comme la plupart des pays en développement, où la libéralisation de l'économie et du commerce extérieur étaient en cours, les Seychelles étaient convaincues que la participation à l'OMC était nécessaire pour le succès de la nouvelle stratégie économique. En tant que petit pays en développement fortement tributaire du commerce international, les Seychelles ne pouvaient plus rester en marge. C'est pourquoi elles avaient décidé de demander l'accession à l'OMC, qui leur permettrait, compte tenu de leurs moyens, d'oeuvrer activement avec les autres au renforcement du système commercial qui générerait la prospérité pour tous.

Le Président a dit qu'il était convaincu que chacun souhaitait s'associer à la déclaration des Seychelles concernant l'importance que revêtait pour elles la participation à l'OMC. Au lieu de s'exprimer individuellement, il pensait que les représentants pouvaient le faire collectivement en convenant d'établir un groupe de travail pour examiner la demande des Seychelles.

Le Conseil général a pris note des déclarations et est convenu d'établir un groupe de travail ayant le mandat et la composition ci-après:

Mandat:

"Examiner la demande d'accession du gouvernement des Seychelles à l'OMC au titre de l'article XII; présenter au Conseil général des recommandations comportant éventuellement un projet de Protocole d'accession."

Composition:

Peuvent être membres du Groupe de travail tous les Membres qui en expriment le désir.

Le Conseil général a autorisé son Président à désigner le Président du Groupe de travail en consultation avec les représentants des Membres et le représentant des Seychelles.

Le Président a alors invité le représentant des Seychelles à consulter le Secrétariat au sujet des procédures à suivre, en particulier pour ce qui était de la documentation de base qui serait examinée par le Groupe de travail. Il a également invité les Seychelles, au nom du Conseil général, à assister en qualité d'observateur aux réunions du Conseil général et des autres organes de l'OMC, à l'exception du Comité du budget, pendant la durée des travaux du Groupe de travail.

Le représentant des Communautés européennes a dit que l'OMC était une organisation mondiale et qu'elle devait donc regrouper le plus grand nombre possible de pays, grands et petits. La Communauté jugeait important le fait que, quelle que soit leur taille, tous les pays avaient les mêmes droits et obligations et les mêmes égards leur étaient dus. Par conséquent, la Communauté se félicitait de la demande présentée par les Seychelles.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.¹

b) Demande d'accession présentée par Vanuatu (WT/ACC/VUT/1)

Le Président a appelé l'attention sur la communication dans laquelle Vanuatu demandait à accéder à l'OMC (WT/ACC/VUT/1) et a invité le représentant du gouvernement de ce pays à présenter la demande.

Le représentant de Vanuatu a dit que l'économie de son pays reposait principalement sur le tourisme, les services de distribution, les services bancaires offshore et plusieurs produits agricoles, dont la viande de boeuf, le coprah, le café, le kava et la courge. Le secteur industriel était relativement restreint et représentait moins de 10 pour cent du PIB. La croissance économique, qui s'établissait autour de 4,5 pour cent par an entre 1989 et 1991, était tombée à environ 1 pour cent par an depuis lors. Le taux d'inflation était de 5 pour cent en moyenne pour les six dernières années. La situation de la balance des paiements était relativement stable et le niveau des réserves en devises restait élevé. Le ratio de la dette extérieure au PIB était passé de 15 pour cent en 1989 à environ 23 pour cent

¹Voir aussi la déclaration faite par Chypre au titre du point 2 b).

actuellement. Etant donné que Vanuatu ne percevait pas de taxes directes sur les entités physiques ou morales, ses recettes totales dépendaient essentiellement des taxes indirectes comme les droits de douane, mais aussi des licences d'exploitation.

Vanuatu s'engageait à entreprendre les réformes économiques nécessaires pour devenir Membre de l'OMC et à intégrer davantage son économie au système commercial multilatéral, ce qui lui permettrait de bénéficier de la croissance à l'échelle mondiale qui devait en résulter. Enfin, l'intervenant a appelé l'attention sur la lourde charge financière que le processus d'accession représentait pour de petits pays comme Vanuatu et a demandé si des mesures exceptionnelles pouvaient être prises par le Conseil général pour alléger cette charge.

Les représentants des Communautés européennes, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de Chypre ont accueilli avec satisfaction la demande d'accession à l'OMC présentée par Vanuatu.

Le représentant de l'Australie a dit que son pays tirait avantage des relations commerciales réciproques avec Vanuatu. Celui-ci avait déjà adopté des politiques en matière de développement économique durable et de liberté des échanges, et sa pleine intégration au système commercial multilatéral grâce à la participation à l'OMC renforcerait et encouragerait l'orientation de ces politiques au profit de son économie. Vanuatu pouvait compter sur l'entier appui de l'Australie dans les négociations en vue de l'accession, qui seraient fructueuses à la fois pour Vanuatu et pour l'OMC.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a souligné l'importance que revêtait la demande de Vanuatu, premier pays insulaire du Pacifique Sud à demander l'accession à l'OMC au titre de l'article XII.

Le Conseil général a pris note des déclarations et est convenu d'établir un groupe de travail ayant le mandat et la composition ci-après:

Mandat:

"Examiner la demande d'accession du gouvernement de Vanuatu à l'OMC au titre de l'article XII; présenter au Conseil général des recommandations comportant éventuellement un projet de Protocole d'accession."

Composition:

Peuvent être membres du Groupe de travail tous les Membres de l'OMC qui en expriment le désir.

Le Conseil général a autorisé son Président à désigner le Président du Groupe de travail en consultation avec les représentants des Membres et le représentant de Vanuatu.

Le Président a invité le représentant de Vanuatu à consulter le Secrétariat au sujet des procédures à suivre, en particulier pour ce qui était de la documentation de base qui serait examinée par le Groupe de travail. Il a également invité Vanuatu, au nom du Conseil général, à assister en qualité d'observateur aux réunions du Conseil général et des autres organes de l'OMC, à l'exception du Comité du budget, pendant la durée des travaux du Groupe de travail.

3. Procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents de l'OMC

Le Président a dit que les procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents de l'OMC faisaient depuis un certain temps l'objet de consultations informelles. Bien que

des progrès substantiels aient été accomplis dans la définition des propositions concernant ces procédures, il restait des points en suspens qui devaient être encore précisés. Le Président et le Secrétariat avaient intensifié les efforts en vue de régler ces points, et l'issue dépendait désormais de la bonne volonté des Membres. Le Conseil général aurait donc à revenir sur cette question dans un avenir proche.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

4. Relations entre l'OMC et le FMI et la Banque mondiale

Le Président a rappelé qu'il avait demandé à M. Rossier (Suisse) de mener à titre personnel des consultations sur cette question et que le Conseil général avait décidé d'y revenir à une date ultérieure.

M. Rossier a dit que, à la suite des consultations qu'il avait menées, il était en mesure de soumettre au Conseil général pour approbation la série ci-après de "conclusions proposées", lesquelles seraient ensuite transmises au Directeur général comme base pour rechercher un accord sur les relations futures entre l'OMC et le FMI et la Banque mondiale:

Le Conseil général demande au Directeur général de donner suite à l'invitation que lui ont adressée les Ministres dans la Déclaration sur la contribution de l'Organisation mondiale du commerce à une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial en gardant présent à l'esprit le paragraphe 5 de l'article III de l'Accord instituant l'OMC.

Le Directeur général, lorsqu'il s'acquittera de son mandat conformément aux critères énoncés dans la Déclaration, est invité à accorder l'attention voulue aux moyens d'établir une coopération dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial et aux politiques spécifiques suivies par chaque institution internationale dans sa sphère de compétence.

S'agissant des moyens d'arriver à une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial, le Conseil général rappelle que, étant donné les liens qui existent entre les différents aspects de la politique économique, il est nécessaire que les institutions internationales compétentes dans chacun de ces domaines suivent des politiques cohérentes qui se renforcent mutuellement.

L'OMC et le FMI poursuivront et développeront les liens de coopération maintenus dans le passé entre le GATT et le FMI. A cet égard, il devrait être tenu compte des éléments suivants:

1. La formalisation de l'arrangement provisoire actuel, et la contribution du FMI aux consultations sur la balance des paiements, tant dans le domaine des marchandises que dans celui des services, ainsi que la participation du FMI aux réunions du Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements. La possibilité de tenir des consultations avec le FMI sur d'autres questions financières et questions de change devrait être prévue. Il devrait y avoir, entre autres choses, un suivi en commun des dispositions pertinentes énoncées dans la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, ainsi que des consultations avec le FMI sur les questions en rapport avec l'établissement d'accords spéciaux de change pour les pays qui sont Membres de l'OMC mais qui ne sont pas membres du FMI.

2. Le FMI se verrait accorder le statut d'observateur aux réunions de la Conférence ministérielle, du Conseil général, de l'Organe de règlement des différends, de l'OEPC, des trois Conseils sectoriels et des autres organes subsidiaires pertinents des quatre Conseils.

L'OMC se verrait accorder le statut d'observateur aux réunions du Conseil d'administration et du Comité de liaison OMC-FMI, aux réunions semestrielles du Comité intérimaire et du Comité du développement FMI/Banque mondiale, ainsi qu'aux réunions annuelles du FMI/de la Banque mondiale.

3. L'OMC et le FMI s'accorderont mutuellement l'accès à leurs documentation et bases de données (y compris la BDI). La confidentialité requise sera respectée.

Le Conseil général demande au Directeur général de le tenir informé de l'évolution des discussions avec le FMI et de lui soumettre un projet de Mémoire d'accord pour approbation.

Les discussions avec la Banque mondiale devraient se dérouler sur une base analogue, puisque, à l'exception des liens juridiques intéressant le FMI qui sont prévus dans certains accords du Cycle d'Uruguay, les autres éléments sont également applicables à la Banque mondiale.

La participation des deux institutions aux réunions de l'Organe de règlement des différends en tant qu'observateurs avait été acceptée avec réticence par les Membres, car il était difficile d'envisager la contribution que ces institutions pourraient apporter à l'ORD. Toutefois, l'octroi du statut d'observateur était prévu dans les conclusions proposées, la condition étant que les accords conclus avec le FMI et la Banque mondiale devraient prévoir des avantages analogues pour l'OMC.

Le représentant des Communautés européennes a dit qu'il croyait comprendre qu'en attendant l'achèvement des discussions et consultations en cours entre le Directeur général et son homologue du FMI, et tant qu'un résultat acceptable n'aurait pas été obtenu, aucune décision définitive ne serait prise en ce qui concerne le statut d'observateur du FMI auprès de l'Organe de règlement des différends.

Le Président a confirmé l'interprétation de la Communauté. Le mandat donné au Directeur général devait permettre à celui-ci d'engager des discussions avec ses homologues du FMI et de la Banque mondiale. A l'issue de ces discussions, il devait faire rapport au Conseil général, et une décision serait alors prise. Le Président a proposé que le Conseil général approuve la série de "conclusions proposées" présentées par M. Rossier.

Le Conseil général en est ainsi convenu et a pris note des déclarations.

Le Directeur général a dit que la série de conclusions proposées que le Conseil général venait d'approuver l'aiderait à établir de bonnes relations avec le FMI et la Banque mondiale. Il avait déjà eu une première réunion avec les Chefs de secrétariat du FMI et de la Banque mondiale, ainsi qu'avec le Secrétaire général de l'ONU à l'occasion de la récente réunion du Conseil économique et social à Genève, et il avait été convenu de tenir des discussions le plus tôt possible afin d'arriver à de bonnes relations entre l'OMC et ces organisations. Le Directeur général pensait que certains des accords formels en question pourraient être conclus rapidement et il espérait être en mesure de faire rapport bientôt au Conseil général.

Le Président a redit qu'il serait fait rapport au Conseil général sur toute issue des consultations menées par le Directeur général.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

5. Lignes directrices pour les arrangements concernant les relations avec les organisations non gouvernementales conformément à l'article V:2 de l'Accord sur l'OMC

Le Président a indiqué que les lignes directrices pour les arrangements concernant les relations avec les organisations non gouvernementales conformément à l'article V:2 de l'Accord sur l'OMC avaient fait l'objet de consultations informelles approfondies. Bien que des progrès considérables aient été accomplis, d'autres consultations étaient nécessaires pour que l'on puisse mettre définitivement au point un projet qui pourrait ensuite être soumis au Conseil général pour approbation. Malgré les efforts déployés par le Président du Comité du commerce et de l'environnement et par le Président lui-même, il y avait encore des points pour lesquels les délégations devaient faire preuve de bonne volonté afin que la question puisse être réglée de manière satisfaisante.

M. Sanchez Arnau (Argentine), Président du Comité du commerce et de l'environnement, a dit que tant que le Conseil général ne serait pas arrivé à une solution la question continuerait de figurer à l'ordre du jour des réunions du Comité, ce qui nuirait au bon déroulement de ses travaux. Il s'est associé à l'appel lancé par le Président et a exhorté toutes les délégations à arriver rapidement à une solution pour cette question et pour celle des procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents de l'OMC. Il a demandé instamment que ces questions soient inscrites à l'ordre du jour de toute réunion additionnelle du Conseil général qui pourrait se tenir avant la réunion suivante, prévue pour novembre.

Le représentant des Communautés européennes a remercié tous ceux qui participaient aux consultations pour les efforts considérables qu'ils avaient déployés. Il pensait que, étant donné le stade où en étaient les consultations, cette question pourrait être réglée avant la pause d'été.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

6. Statut des pays les moins avancés dont les listes concernant les marchandises et les services ont été approuvées par le Conseil général (WT/L/70) et des autres participants non votants visés par la Décision du Conseil général reproduite dans le document WT/L/27

Le Président a rappelé qu'à sa réunion du 31 mai le Conseil général avait approuvé les listes concernant les marchandises et les services présentées par un certain nombre de pays parmi les moins avancés, qui avaient été dûment mises au point conformément aux dispositions de la Décision de Marrakech en faveur des pays les moins avancés (WT/L/70).

Dix pays parmi les moins avancés, qui avaient déjà accepté l'Accord sur l'OMC, étaient devenus Membres avec effet immédiat. Les autres pays dont les listes avaient été approuvées à la réunion en question deviendraient Membres le trentième jour qui suivrait la date de leur acceptation, conformément à l'article XIV:1 de l'Accord sur l'OMC, à supposer qu'ils acceptent l'Accord sur l'OMC dans le délai de deux ans prévu à l'article XIV:1. Ces pays étaient les suivants: Angola, Burundi, Gambie, Guinée, Haïti, Mozambique, Rwanda, Sierra Leone, Tchad et Zaïre. Le Président a proposé que ces pays aient le statut de participant non votant auprès des organes de l'OMC jusqu'au 31 juillet 1995, compte tenu de la Décision concernant la participation aux réunions des organes de l'OMC de certains signataires de l'Acte final admis à devenir Membres originels de l'OMC (WT/L/27). Après cette date, lorsque le statut de participant non votant n'existerait plus, il proposait d'accorder le statut d'observateur aux pays les moins avancés concernés jusqu'au 31 décembre 1996, date à laquelle le délai de deux ans mentionné à l'article XIV:1 de l'Accord sur l'OMC arriverait à expiration.

S'agissant des autres participants non votants visés par la Décision reproduite dans le document WT/L/27 qui n'auraient pas encore ratifié l'Accord sur l'OMC le 31 juillet, le Président a proposé d'accorder à ces pays le statut d'observateur auprès des organes de l'OMC jusqu'au 31 décembre 1996.

Les pays concernés étaient les suivants: Bénin, Bolivie, Cameroun, Congo, Fidji, Liechtenstein, Madagascar, Nicaragua et Niger. Chypre, le Guatemala et la Slovénie, qui étaient pour le moment des participants non votants, avaient ratifié l'Accord sur l'OMC et deviendraient Membres à la fin de juillet.

Le Conseil général a accepté les propositions du Président.

7. Décision sur l'achèvement des négociations sur les listes concernant les marchandises et les services (WT/L/30)

Le Président a rappelé qu'à sa réunion du 31 janvier le Conseil général avait adopté une Décision sur l'achèvement des négociations sur les listes concernant les marchandises et les services (WT/L/30), qui autorisait un certain nombre de gouvernements à présenter leurs listes pour le 31 mars 1995. Le Conseil général avait ensuite reporté cette date limite au 24 avril 1995. Les gouvernements visés par la Décision, à savoir ceux des Emirats arabes unis, de la Grenade, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Qatar et de Saint-Kitts-et-Nevis, n'avaient pas encore achevé le processus d'accession. On espérait qu'ils le feraient rapidement. En attendant, puisque le Conseil général avait accordé le statut d'observateur à tous ces gouvernements, le Président proposait qu'ils continuent d'avoir le statut d'observateur auprès des organes de l'OMC jusqu'au 31 décembre 1995, date à laquelle le GATT de 1947 devait prendre fin.

Le Conseil général en est ainsi convenu.

Le Président a dit qu'un projet de Protocole d'accession à l'Accord sur l'OMC à l'intention des gouvernements visés par la Décision reproduite dans le document WT/L/30 était en cours d'élaboration et serait distribué en temps voulu au Conseil général pour examen et approbation.

Le Conseil général a pris note de cette information.

8. Japon - Etats-Unis: questions concernant les automobiles et pièces d'automobiles

Le Président a dit que cette question avait été inscrite à l'ordre du jour à la demande du Japon.

Le représentant du Japon a rappelé² qu'à l'issue des entretiens entre le Japon et les Etats-Unis sur les questions concernant les automobiles et pièces d'automobiles, le 28 juin, sa délégation avait fait, à la réunion du Conseil du commerce des marchandises tenue le 3 juillet, une brève déclaration sur le résultat de ces entretiens. Dans un souci de transparence et en réponse aux demandes qui avaient été faites, il souhaitait donner un complément d'information à ce sujet. Le résultat obtenu le 28 juin se composait de trois éléments: la conclusion des consultations sur les automobiles et pièces d'automobiles dans le cadre des entretiens bilatéraux, deux séries d'annonces communes, faites en dehors du cadre des entretiens bilatéraux, et le communiqué de presse conjoint sur la politique de concurrence. Le Japon souhaitait réaffirmer que les mesures convenues seraient appliquées sur une base NPF et que l'évaluation de mise en oeuvre des mesures serait fondée sur des critères objectifs qui ne comportaient pas d'objectifs chiffrés. Il estimait que le règlement d'un différend commercial aussi grave en conformité avec les règles de l'OMC représentait une victoire pour l'organisation nouvellement créée. Le Japon souhaitait également réaffirmer sa volonté de contribuer au développement du commerce mondial par d'autres mesures de déréglementation et par l'amélioration de l'accès aux marchés, tout en respectant avec les autres Membres les règles internationales, en particulier celles qui étaient énoncées dans l'Accord sur l'OMC.

²Le texte intégral de la déclaration du Japon a été distribué ultérieurement sous la cote WT/GC/COM/3.

Le représentant des Communautés européennes s'est dit satisfait que le Japon et les Etats-Unis soient parvenus à résoudre cette question très sensible. L'OMC établissait les procédures et le cadre pour régler les différends entre les Membres et la Communauté espérait qu'il y serait toujours fait recours. Il était clair que les Membres n'étaient pas obligés de suivre ces procédures jusqu'au bout si une solution pouvait être trouvée au stade des consultations. La Communauté avait pris acte de la déclaration du Japon, qui avait également assuré que la solution convenue était non discriminatoire et que ses autres partenaires commerciaux en tireraient avantage. Elle attachait beaucoup d'importance à ces points. Compte tenu de la complexité de la solution qui avait été trouvée et de la nécessité d'assurer une totale transparence, elle espérait que les Membres seraient informés des détails de la solution et comptait qu'une communication des gouvernements concernés serait distribuée. La Communauté estimait que les aspects les plus importants de la solution tenaient à la nature de celle-ci et à la manière dont elle serait mise en oeuvre, et elle espérait que des renseignements suffisants sur la mise en oeuvre seraient fournis.

Le représentant de l'Australie a accueilli avec satisfaction l'issue des consultations entre les Etats-Unis et le Japon. Les autorités de son pays devaient examiner soigneusement toutes les dispositions de l'accord en consultation avec l'industrie, afin de s'assurer qu'il ne soit pas porté atteinte aux possibilités existantes et futures des exportateurs australiens de véhicules, pièces et accessoires. L'Australie notait avec un intérêt particulier que l'annonce commune mentionnait une augmentation des achats de pièces étrangères compétitives. Elle prenait en outre acte de ce que, à la conférence de presse tenue avec le Représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales internationales, le Ministre japonais du commerce extérieur et de l'industrie avait déclaré que tous les accords intervenus entre les deux pays étaient applicables à tous les partenaires commerciaux sur une base NPF; selon elle, une distinction importante entre cet accord et l'"accord-cadre" conclu entre les deux pays en juillet 1993 était que l'affaire avait été soumise au processus multilatéral. L'Australie avait participé aux consultations au titre de l'article XXII en tant que tierce partie. Le fait que le différend avait été réglé dans le cadre de l'OMC montrait combien le processus de règlement des différends était efficace et important pour résoudre des questions difficiles et complexes, et le système s'en trouvait renforcé.

Le représentant de Hong Kong s'est dit heureux que le Japon et les Etats-Unis - deux piliers du système commercial multilatéral - aient réglé leurs divergences. En de précédentes occasions, les Membres avaient vivement préconisé que ce différend soit réglé et l'intervenant félicitait les deux parties de l'avoir fait. Hong Kong jugeait bon que des objectifs chiffrés n'aient pas été fixés, car cela aurait représenté un pas dans la direction du commerce administré. Lors de l'examen de la politique commerciale du Japon auquel il avait été procédé en avril 1995, de nombreux Membres avaient exhorté ce pays à déréglementer son marché plus rapidement afin que les forces du marché puissent mieux jouer.³ Il aurait été ironique que l'un des résultats de ce différend ait été une intervention directe des pouvoirs publics dans un domaine qui relevait à l'évidence du secteur privé. Hong Kong estimait que, pour autant qu'il n'y ait pas d'événements imprévus et moyennant une pleine transparence, le règlement du différend avait fait triompher le bon sens et représentait une victoire pour le système commercial multilatéral. Comme le Directeur général l'avait indiqué dans de récentes déclarations à la presse, cette issue devait être considérée comme justifiant l'existence du système de règlement des différends de l'OMC. Ce n'était pas un hasard si les négociations s'étaient déroulées à Genève, dans le contexte du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Le Directeur général a pris acte avec satisfaction des informations données par le Japon et a dit que, comme certains Membres, il pensait que le règlement de ce différend montrait que les procédures de règlement des différends de l'OMC avaient joué un rôle utile puisque les deux gouvernements avaient entamé la première étape des procédures et que cela avait suffi pour résoudre les problèmes. Le fait

³Voir le document C/RM/M/57.

de savoir qu'en l'absence de résultats les procédures auraient été suivies jusqu'au bout avait suffi pour inciter les parties à trouver rapidement une solution. On avait là un résultat positif et une première épreuve passée avec succès par les procédures de règlement des différends.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

9. Comité du budget, des finances et de l'administration

- Recommandations du Comité (WT/BFA/5 et Add.1-L/7631 et Add.1)

Le Président a appelé l'attention sur les recommandations formulées par le Comité du budget, des finances et de l'administration à sa réunion du 29 juin (WT/BFA/5 et Add.1-L/7631 et Add.1), qui avaient été transmises au Conseil général pour approbation. Un rapport complet sur cette réunion du Comité serait distribué ultérieurement.

M. Metzger (France), Président du Comité, a présenté les recommandations du Comité et a dit que la question des postes additionnels pour 1996 avait été examinée à plusieurs reprises au Groupe de travail des questions concernant le personnel ainsi qu'au Comité lui-même. Les membres du Comité avaient eu l'occasion d'entendre les explications et justifications données par les Directeurs concernés et avaient pu les interroger sur leurs demandes. Au cours du débat, les Membres avaient exprimé le désir d'adopter une approche globale permettant au Secrétariat, dans le cadre d'une enveloppe budgétaire, de définir ses besoins tout en tenant compte des priorités et lignes directrices fixées par les Membres. C'était cette approche qui était suivie dans la recommandation figurant au paragraphe 1 du document WT/BFA/5-L/7631 dont le Conseil général était saisi.

Pour expliquer cette recommandation, l'intervenant a dit que, en ce qui concerne le personnel de la catégorie des services généraux, un certain nombre de Membres avaient jugé que les demandes du Secrétariat étaient trop élevées. Un des éléments de la recommandation dont le Conseil général était saisi était de chercher à réduire le rapport entre l'effectif des agents des services généraux et celui des administrateurs. On avait reconnu que la proposition du Secrétariat allait dans ce sens, mais on avait aussi souligné que la flexibilité en matière de gestion ménagée au Secrétariat dans le cadre de l'approche globale ne pouvait pas se traduire par le recrutement d'agents des services généraux au niveau proposé initialement parce que les postes en question ne semblaient pas pleinement justifiés. S'agissant de l'effectif des administrateurs, une majorité de Membres avait critiqué les recrutements simplement justifiés par l'accroissement du nombre de réunions informelles tenues par les organes existants de l'organisation, dont il fallait assurer le secrétariat. Les Membres considéraient que la multiplication de ces réunions était un problème qu'il fallait résoudre avant de tirer des conclusions prématurées en ce qui concerne les recrutements. Les recommandations du Comité à cet égard étaient énoncées au paragraphe 1 du document WT/BFA/5-L/7631.

En ce qui concerne la procédure pour les décisions ayant des incidences financières qui pouvaient être prises par les organes de l'OMC, l'intervenant a dit qu'il avait été observé au cours des dernières années que certains organes demandaient au Secrétariat de s'acquitter de nouvelles tâches qui avaient des incidences financières dont le Comité du budget n'avait pas toujours connaissance, ce qui le mettait devant un fait accompli et l'obligeait à demander au Conseil d'approuver de nouvelles dépenses dont celui-ci n'avait pas été informé au préalable. Pour remédier à ce genre de situation, le Comité avait examiné la question et proposé la recommandation figurant au paragraphe 2 du document WT/BFA/5-L/7631.

S'agissant du rapport financier du Directeur général sur les comptes du GATT pour 1994 et du rapport du vérificateur extérieur des comptes, les recommandations du Comité figuraient au paragraphe 3 du document WT/BFA/5-L/7631. Pour ce qui était de la nouvelle base de calcul des contributions au budget du GATT/de l'OMC, l'intervenant a rappelé que le Comité préparatoire de

l'OMC avait approuvé une résolution qui prévoyait qu'une nouvelle base de calcul, tenant compte de la nouvelle compétence de l'OMC, serait introduite à partir du budget de 1996. Dans cette optique, un Groupe de travail présidé par M. Yokota (Japon) avait examiné cette question; à la suite de cet examen, le Comité avait formulé la recommandation figurant au paragraphe 4 du document WT/BFA/5-L/7631. En ce qui concerne la vérification extérieure des comptes de l'OMC, la recommandation du Comité figurait au paragraphe 5 du document WT/BFA/5/Add.1-L/7631/Add.1.

Enfin, l'intervenant souhaitait appeler l'attention du Conseil général sur la transition de la Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce à l'OMC. Le Comité s'était employé activement à définir les conditions d'établissement du Secrétariat de l'OMC. Il n'avait pas été en mesure d'achever ces travaux avant la date butoir du 30 juin 1995 fixée par le Comité préparatoire de l'OMC en décembre 1994, et cette date était désormais reportée au 31 décembre 1995.

Le Conseil général a pris note de la déclaration et a approuvé les recommandations du Comité du budget figurant aux paragraphes 1, 2, 3, 4 et 5 du document WT/BFA/5 et Add.1-L/7631 et Add.1.

Le Directeur général a dit qu'il souhaitait avoir un Secrétariat efficace et doté d'effectifs limités, et qu'il avait prêté la plus grande attention aux recommandations du Comité du budget qui venaient d'être approuvées.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

10. Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements

- a) Consultation avec l'Afrique du Sud (WT/BOP/R/1-BOP/R/224)
- b) Consultation simplifiée avec l'Egypte (WT/BOP/R/2-BOP/R/225)
- c) Consultations avec la Hongrie et la Slovaquie
- Déclaration du Président

- a) Consultation avec l'Afrique du Sud (WT/BOP/R/1-BOP/R/224)

M. Witt (Allemagne), Président du Comité, a dit que, lors de la consultation avec l'Afrique du Sud tenue les 29 et 30 mai, le Comité avait félicité ce pays pour les réformes commerciales et financières entreprises depuis la dernière consultation, notamment l'abolition du système du rand financier et la suppression progressive de la surtaxe à l'importation. En même temps, il avait reconnu que, en raison de l'instabilité des flux de capitaux, la situation globale de la balance des paiements restait précaire et que le niveau des réserves de change était faible. Le Comité avait accueilli favorablement les déclarations de l'Afrique du Sud concernant le redressement économique et la normalisation des relations économiques extérieures et avait noté combien il était important que des politiques macroéconomiques appropriées soient mises en oeuvre. Il s'était en outre félicité de l'engagement pris par l'Afrique du Sud d'abolir totalement la surtaxe à l'importation au 1er octobre 1995 et de cesser de se prévaloir des dispositions de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce relatives à la balance des paiements.

Le Conseil général a pris note de la déclaration et a adopté le rapport reproduit sous la cote WT/BOP/R/1-BOP/R/224.

- b) Consultation simplifiée avec l'Egypte (WT/BOP/R/2-BOP/R/225)

Mr. Witt (Allemagne), Président du Comité, a rappelé que l'Egypte était devenue Membre de l'OMC le 30 juin. Le Comité s'était réuni le même jour pour examiner les conclusions formulées par le Comité des restrictions à l'importation (balance des paiements) du GATT de 1947 lors de la consultation simplifiée tenue avec l'Egypte le 27 juin. Le Comité avait rappelé que, lors de la

consultation précédente, l'Egypte avait été invitée à établir, avant la consultation suivante, un calendrier pour l'élimination progressive des restrictions à l'importation encore appliquées à des fins de balance des paiements et à étudier la possibilité de ne plus invoquer les dispositions de l'article XVIII:B. Le Comité avait félicité l'Egypte pour les progrès substantiels qu'elle avait réalisés en matière de libéralisation du commerce depuis la consultation précédente, et notamment des engagements qu'elle avait pris dans le cadre du Cycle d'Uruguay. Il avait noté avec satisfaction l'évolution positive de la balance des paiements égyptienne depuis la dernière consultation approfondie. Il avait relevé que les seules restrictions à l'importation que l'Egypte appliquait encore et qu'elle justifiait en invoquant l'article XVIII:B visaient les textiles et les vêtements et que, dans les observations générales relatives à sa Liste LXIII annexée au Protocole de Marrakech, elle s'était engagée à supprimer la prohibition conditionnelle qu'elle appliquait à l'importation de tissus le 1er janvier 1998, au plus tard et celle qu'elle appliquait aux vêtements et aux articles confectionnés, le 1er janvier 2002 au plus tard. Le Comité avait noté que l'Egypte avait déclaré qu'elle n'avait pas l'intention de se prévaloir des dispositions relatives à la balance des paiements, eu égard à sa situation économique actuelle. Il avait noté également que l'Egypte avait cessé de se prévaloir de l'article XVIII:B le 30 juin 1995 et que, tablant sur la mise en oeuvre des engagements pris par l'Egypte dans la Liste LXIII, les Membres feraient preuve de modération dans l'application des droits qu'ils tenaient des Accords multilatéraux sur le commerce des marchandises pour ce qui était des tissus, des vêtements et des articles confectionnés encore assujettis à la prohibition conditionnelle.

Le Conseil général a pris note de la déclaration et a adopté le rapport reproduit sous la cote WT/BOP/R/2-BOP/R/225.

Le Président du Comité a dit que, compte tenu du fait que l'Afrique du Sud et l'Egypte avaient cessé de se prévaloir des dispositions pertinentes du GATT, il souhaitait rappeler que chaque Membre avait le droit de prendre des mesures au titre des articles XII et XVIII:B en vue de sauvegarder sa position financière extérieure et l'équilibre de sa balance des paiements, dans les circonstances visées par ces articles.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

c) Consultations avec la Hongrie et la Slovaquie
- Déclaration du Président

Mr. Witt (Allemagne), Président du Comité, a dit que, en attendant la présentation des rapports sur les consultations tenues avec la Hongrie et la Slovaquie les 26, 27 et 30 juin, il souhaitait informer le Conseil général des conclusions formulées lors de ces consultations.

Le Comité avait relevé que la Hongrie avait introduit une surtaxe à l'importation de 8 pour cent en mars 1995. Il avait reconnu que cette surtaxe, qui s'inscrivait dans un train de mesures de stabilisation économique visant à corriger les déséquilibres de la balance des opérations courantes et des dépenses budgétaires, avait été introduite pour lutter contre la menace imminente d'une profonde dégradation de la balance des paiements de la Hongrie. Le Comité avait pris note de l'intention de la Hongrie de réduire progressivement la surtaxe à compter du 1er janvier 1997 au plus tard et de la supprimer complètement pour le 1er juillet 1997, et avait invité la Hongrie à présenter en vue de la consultation suivante un calendrier concret pour l'élimination progressive de cette mesure.

Le Comité avait noté que l'application de la surtaxe à l'importation de 10 pour cent introduite par la Slovaquie en mars 1994 avait été maintenue pour 1995. Etant donné l'amélioration de la situation économique et de la situation de la balance des paiements, il avait invité la Slovaquie à éliminer la surtaxe pour la fin de 1995 si possible, mais en tout état de cause avant le 30 juin 1996.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

11. Mandat des groupes de travail des accords notifiés au titre de l'article XXIV du GATT de 1947

Le Président a rappelé que cette question avait fait l'objet de consultations informelles menées par le Président du Conseil du commerce des marchandises.

M. Endo (Japon), Président du Conseil du commerce des marchandises, a dit qu'à ce stade dix groupes de travail, dotés du mandat type et établis par le Conseil du GATT de 1947 afin d'examiner divers accords de libre-échange et accords provisoires notifiés au titre de l'article XXIV du GATT de 1947, ne s'étaient pas encore réunis. Ces groupes de travail devaient s'occuper des instruments suivants: Accord de libre-échange nord-américain; Accords de libre-échange entre la Suisse et l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie; Accord de libre-échange d'Europe centrale; Accord de libre-échange entre l'AELE et la Bulgarie; Accord de libre-échange entre l'AELE et la Hongrie; Accord de libre-échange entre l'AELE et Israël; Accord de libre-échange entre l'AELE et la Pologne; Accord de libre-échange entre l'AELE et la Roumanie; Accords de libre-échange entre la République tchèque et la Slovaquie, et entre la République slovaque et la Slovaquie; Accords intérimaires entre les Communautés européennes et la Hongrie, la Pologne, la République slovaque et la République tchèque. L'intervenant a rappelé que, pour ces accords commerciaux régionaux notifiés au titre du GATT de 1947, une décision sur les arrangements transitoires avait été adoptée par le Conseil général le 31 janvier (WT/L/29). Toutefois, on n'avait pas encore décidé si les groupes de travail correspondants devaient examiner les accords commerciaux régionaux à la lumière du GATT de 1947 ou du GATT de 1994, ni déterminé à quel organe ils devaient soumettre leurs rapports. A la suite des consultations informelles qui avaient été menées, il apparaissait que l'approche commune ci-après pouvait être adoptée pour les dix groupes de travail qui venaient d'être mentionnés.

Pour chaque groupe de travail, le mandat serait le suivant: "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes du GATT de 1994, (nom de l'accord); présenter un rapport au Conseil du commerce des marchandises". Ce mandat serait accompagné des points convenus suivants: "Il est entendu que la déclaration dont le Président du Conseil du commerce des marchandises a donné lecture au titre du point 7 de l'ordre du jour de la réunion du 20 février 1995 et qui est reproduite dans le document WT/REG3/1 s'applique *mutatis mutandis* à ces groupes de travail. Il est également entendu qu'au cours de l'examen il sera tenu dûment compte des différences intrinsèques entre les unions douanières et les zones de libre-échange." L'intervenant a proposé que le Conseil général approuve ce mandat de même que les points convenus.

Le Conseil général en est ainsi convenu.

Le représentant de l'Uruguay intervenant au nom des pays du MERCOSUR a dit qu'il approuvait l'approche proposée par le Président du Conseil du commerce des marchandises étant entendu que la même solution s'appliquerait *mutatis mutandis* au Groupe de travail du MERCOSUR, établi sous l'égide du Comité du commerce et du développement. Il comptait donc que le Comité adopterait une décision allant dans ce sens.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

12. Négociations sur les services financiers

Le représentant des Communautés européennes, intervenant au titre des "Autres questions", a dit que la Communauté et ses Etats membres avaient oeuvré pour que les négociations sur les services financiers aboutissent le 30 juin, comme prévu. Ils restaient attachés à la libéralisation des services financiers dans le cadre de l'OMC sur une base NPF et jugeaient que cette libéralisation était essentielle

non seulement pour le développement des services financiers, mais aussi pour la crédibilité de l'OMC et du système multilatéral en général. Bien qu'aucun accord ne soit intervenu à la date fixée, et cela pour des raisons bien connues, des efforts de dernière minute avaient permis d'éviter le pire et de repousser l'échéance de quelques semaines. Le résultat des négociations en cours dénoterait l'attachement de tous au système multilatéral. Pour leur part, la Communauté et ses Etats membres ne ménageraient dans les jours à venir aucun effort pour que l'issue soit positive. Il était indispensable que tout accord qui serait conclu recueille une adhésion aussi large que possible; la Communauté et ses Etats membres invitaient donc chacun à maintenir sa meilleure offre sur une base NPF. Compte tenu des récents événements, il était important de pouvoir évaluer tous les éléments avant l'échéance du 28 juillet. C'est pourquoi la réunion du Conseil du commerce des marchandises prévue pour le 21 juillet devrait permettre à chacun de confirmer ses engagements.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

13. Accession de l'Equateur

Le représentant de la Colombie, intervenant au nom du Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC) au titre des "Autres questions", a dit que, depuis janvier 1994, lorsque le Groupe de travail de l'accession de l'Equateur avait entamé ses travaux et que les négociations bilatérales avaient commencé en parallèle, l'Equateur avait mené en vue de son accession de difficiles négociations appelant d'importantes mesures d'ajustement afin d'assurer la compatibilité de la politique commerciale. Lors d'une réunion tenue le jour précédent, le Groupe de travail avait achevé ses travaux et son rapport final, déjà distribué aux Membres, avait été vérifié. Le Conseil général était donc en mesure de se prononcer formellement sur l'accession de l'Equateur. Les Etats membres du GRULAC avaient été informés par l'Equateur qu'une décision devait être prise rapidement et ils notaient que le Protocole d'accession était ouvert à l'acceptation par l'Equateur jusqu'au 31 décembre 1995. Etant donné que sa réunion suivante ne devait avoir lieu qu'à la mi-novembre, il était juste et souhaitable que le Conseil général tienne une réunion additionnelle en juillet afin de se prononcer sur l'accession de l'Equateur; l'intervenant a proposé formellement la tenue d'une telle réunion.

Le représentant des Etats-Unis a appuyé la proposition de la Colombie visant à tenir une réunion additionnelle en juillet pour prendre une décision formelle sur l'accession de l'Equateur. Il serait regrettable que l'Equateur doive attendre jusqu'à la réunion suivante, prévue pour novembre.

Le représentant des Communautés européennes a dit que la Communauté ne s'opposerait pas à un consensus concernant la tenue d'une réunion additionnelle du Conseil général avant la fin de juillet, mais qu'il fallait essayer de limiter dans la mesure du possible les réunions exceptionnelles et s'en tenir aux réunions programmées. La Communauté pensait qu'il appartenait au Président de prendre les dispositions voulues. S'agissant de l'accession de l'Equateur, la Communauté ne voyait aucun problème d'ordre politique, technique ou économique et elle pouvait même donner tout de suite son accord *ad referendum*. Toutefois, il y avait certaines procédures internes qui obligeaient la Commission à consulter le Parlement européen pour les accessions, et l'intervenant doutait que ces procédures puissent être achevées pour la fin du mois.

Le Président a dit que toute réunion demandée serait convoquée conformément à la règle 2 du Règlement intérieur (WT/L/28), qui disposait ce qui suit: "Les réunions du Conseil général seront convoquées par le Directeur général au moyen d'un avis qui paraîtra dix jours civils au moins avant la date fixée pour la réunion".

Le représentant de l'Equateur, intervenant en qualité d'observateur, a dit avoir été informé par la Communauté que la ratification du Protocole d'accession de son pays par le Parlement européen pourrait prendre jusqu'à quatre ou cinq mois. S'entendre dire à la fin d'un long processus de négociation

que le Parlement de l'un des principaux Membres devait ratifier ce qui avait été convenu dans le cadre d'un groupe de travail afin que le Conseil général puisse se réunir et se prononcer constituait un problème de crédibilité pour l'OMC. La délégation équatorienne espérait que la Communauté serait en mesure de trouver une solution acceptable à ce problème et que le Président, après avoir tenu les consultations nécessaires, pourrait obtenir qu'il soit décidé de convoquer une réunion du Conseil général avant la pause d'été. Un retard, outre qu'il supposerait qu'il faudrait changer le délai pour l'acceptation du Protocole par l'Equateur, affecterait toute une série d'engagements qui avaient été négociés, par exemple en ce qui concerne les notifications et l'application de certains accords. L'intervenant a réitéré l'espoir que la Communauté trouverait une solution appropriée.

Le représentant des Communautés européennes a réaffirmé que la Communauté était tout à fait favorable à l'accession de l'Equateur et que le seul problème tenait à l'accomplissement des procédures de ratification internes dans la Communauté, et peut-être dans certains de ses Etats membres.

Le Président a dit qu'il tiendrait des consultations sur la question de la convocation d'une réunion additionnelle avant la pause d'été afin d'examiner ce point et d'autres qui avaient été soulevés à la réunion en cours.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

14. Etats-Unis - Projet de loi visant à renforcer l'embargo commercial, économique et financier imposé à Cuba

Le représentant de Cuba, intervenant au titre des "Autres questions", s'est dit préoccupé par un projet de loi soumis au Congrès des Etats-Unis, qui prévoyait de renforcer l'embargo commercial, économique et financier imposé à Cuba et qui, sous sa forme actuelle, était contraire aux règles du commerce et du droit international. Ce projet de loi visait à perpétuer la Loi Torricelli et à prohiber l'importation aux Etats-Unis de sucre, de mélasses et de sirops en provenance de pays qui avaient importé ces produits de Cuba, ce qui pénaliserait les importateurs de sucre cubain de pays tiers et contreviendrait à l'article XI du GATT de 1994, entre autres dispositions. Le projet de loi prévoyait également de prohiber l'octroi de visas d'entrée aux Etats-Unis aux personnes ayant investi dans des propriétés cubaines nationalisées et aux membres de leur famille, ce qui était contraire aux facilités demandées lors des négociations sur le commerce des services, surtout en ce qui concerne le mouvement des personnes physiques, et aux dispositions du chapitre XVI de l'Accord de libre-échange nord-américain. L'intervenant a rappelé que, dans la Déclaration de Marrakech, les Ministres avaient affirmé que l'établissement de l'OMC marquait l'avènement d'une ère nouvelle de coopération économique mondiale et signifié leur intention de continuer de soutenir et de faciliter l'expansion des possibilités offertes aux pays en développement en matière de commerce et d'investissement, tout en reconnaissant les dispositions accordant un traitement spécial et différencié à ces pays. Or, le projet de loi avait pour objet de soumettre à des pressions et de pénaliser les partenaires commerciaux de Cuba et de restreindre l'accès aux marchés pour le principal produit d'exportation de ce pays; en outre, il aurait pour effet d'empêcher les flux d'investissement vers Cuba et porterait atteinte au droit souverain d'un Etat de mener sa propre politique commerciale.

Par ailleurs, le projet de loi faisait fi de la condamnation formelle de l'embargo imposé par les Etats-Unis, énoncée dans diverses résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies, et aggraverait les pénuries dont était victime la population cubaine. Il fallait une déclaration claire et ferme de la part de l'OMC, afin que le Congrès et les autres organes du gouvernement des Etats-Unis reconnaissent la monstruosité juridique que représenterait l'adoption de ce projet de loi. S'il y avait adoption, Cuba se réservait le droit de soulever la question dans le cadre du système de règlement de différends de l'OMC.

Le représentant des Communautés européennes a dit que la Communauté savait que ce projet de loi n'avait pas encore été adopté, et elle espérait que ce ne serait pas le cas; elle souhaitait néanmoins émettre des réserves au sujet de certains éléments du projet et exprimer des doutes quant à leur compatibilité avec les dispositions de l'Accord sur l'OMC.

Le représentant du Mexique a associé sa délégation aux préoccupations exprimées par Cuba au sujet du projet de loi.

Le représentant de la Colombie a dit qu'il risquait d'y avoir des incompatibilités majeures entre le projet de loi des Etats-Unis et l'Accord sur l'OMC. En dehors de toute considération politique qui pouvait avoir inspiré cette initiative du Congrès des Etats-Unis, le Conseil général devait veiller à la conformité du projet de loi avec les objectifs et les dispositions de l'Accord sur l'OMC, ainsi qu'à l'exercice des droits des Membres au plein sens du terme et au respect de toutes leurs obligations. Sur ce plan, la Colombie était préoccupée par la portée du projet de loi.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

15. Etats-Unis - Ouverture d'une enquête concernant le marché japonais des pellicules photographiques au titre de l'article 301 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur

Le représentant du Japon, intervenant au titre des "Autres questions", a dit que le 3 juillet les Etats-Unis avaient annoncé l'ouverture, en application de l'article 301 de leur Loi de 1974 sur le commerce extérieur, d'une enquête concernant le marché japonais des pellicules photographiques. Le Japon était préoccupé par le recours des Etats-Unis à des procédures internes qui pouvaient donner lieu à des mesures unilatérales et il souhaitait réaffirmer que cette façon de procéder était incompatible avec l'esprit de l'Accord sur l'OMC, lequel prohibait les mesures unilatérales.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

16. Accord de libre-échange entre la Hongrie et la Slovaquie

Le représentant de la Hongrie, intervenant également au nom de la Slovaquie, au titre des "Autres questions", a dit que, conformément à l'article XXIV:7 a) du GATT de 1994, il souhaitait informer le Conseil général qu'un accord de libre-échange entre la Hongrie et la Slovaquie avait été signé le 6 avril 1994 et était entré en vigueur le 1er janvier 1995. Le texte de l'accord serait bientôt présenté pour distribution. La Hongrie et la Slovaquie étaient disposées à ce que l'accord soit examiné, à la lumière des dispositions pertinentes du GATT de 1994, par un groupe de travail qui pourrait être établi à cet effet.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

17. Groupe de travail de l'accession de l'ex-République yougoslave de Macédoine
- Président

Le Président, intervenant au titre des "Autres questions", a rappelé qu'il avait tenu des consultations en vue de trouver un nouveau président pour ce groupe de travail étant donné que M. Ekblom (Finlande), le Président désigné, n'était plus en mesure d'exercer cette fonction en raison d'autres tâches pressantes. A la suite de ces consultations, il pouvait informer le Conseil général que M. Johannessen (Norvège) avait accepté de présider le Groupe de travail.

Le Conseil général a pris note de cette information.

18. Statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales

Le Président, intervenant au titre des "Autres questions", a rappelé que, conformément aux arrangements *ad hoc* concernant le statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales approuvés lors d'une réunion informelle des Chefs de délégation le 16 mars, et ainsi que le Conseil général en était convenu à sa réunion du 3 avril, les organisations ci-après avaient été invitées à assister à la réunion en qualité d'observateurs: ONU, CNUCED, FMI, Banque mondiale, FAO, OMPI et OCDE. Il croyait comprendre que, en attendant un accord sur les lignes directrices régissant l'octroi du statut d'observateur aux organisations internationales, les mêmes organisations seraient également invitées à assister à la réunion suivante.

Le Conseil général a pris note de cette information.